

Jugement N°146/2019/CJ/SIII

Du 21 novembre 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2019/692

-----

Theodore HONMEDA

C/

LA SOCIETE NATRAC

-----

OBJET

Paieement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

**Président** : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

**Assesseurs** : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

**Ministère Public** : Elonm Mario METONOU

**Greffier** : Dominique Sènou KOUTON

Débat le 07 novembre 2019 ;

Jugement réputé contradictoire prononcé à l'audience publique du 21 novembre 2019 ;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDEUR**

Theodore HONMEDA, Commerçant, de nationalité béninoise, exerçant à l'enseigne des « Etablissements ELEAZAR », RCCM n° RB/COT/15A24.155, demeurant et domiciliés au carré 1144, Agontikon, maison da SILVA-DOMINGO, tél : 64 45 55 66/ 61 88 46 55 ;

**DEFENDEUR**

SOCIETE NATRAC, ayant son siège à Cotonou, au lieudit KINDONOU, prise en la personne de son Directeur Général, demeurant et domicilié es-qualité audit lieu ;

## LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où le demandeur en ses prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 31 juillet 2019, Theodore HONMEDA, a attiré la SOCIETE NATRAC devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter le paiement des sommes de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cent (297.200) représentant le solde du prix de vente des pièces de rechange et de cinq cent mille (500 000) à titre de dommages-intérêts ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses demandes, Theodore HONMEDA développe qu'il a vendu à crédit à la SOCIETE NATRAC diverses pièces de rechanges pour véhicule évaluées à deux cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cent (297.200) ;

Que malgré la mise en demeure du 26 février 2019, la société NATRAC n'a pas honoré son engagement de payer ladite somme ;

### 1. Sur le paiement

Attendu que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce la société NATRAC a acheté à crédit courant 2017 auprès de Theodore HONMEDA, commerçant exerçant à l'enseigne des « Etablissements

ELEAZAR » diverses pièces de rechanges pour un montant de 297 200 FCFA ;

Que malgré la mise en demeure du 26 février 2019 à lui adressée, la société NATRAC n'a pas honoré son engagement de payer le montant réclamé ;

Que c'est à bon droit que Theodore HONMEDA réclame à la société NATRAC la somme de FCFA Deux cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cent (297.200)

Qu'il y a lieu de faire droit à cette demande ;

## **2. Sur les dommages-intérêts**

Attendu que des dommages-intérêts ne sont octroyés que s'il est prouvé un préjudice résultant d'une faute ;

Qu'en l'espèce, Theodore HONMEDA ne justifie pas le préjudice résultant du non-paiement;

Qu'il y a lieu de rejeter sa demande de dommages-intérêts ;

## **3. Sur l'exécution provisoire**

Attendu qu'en matière commerciale, l'exécution provisoire est de droit quand l'intérêt du litige est inférieur à cinq millions francs ;

Que tel étant le cas en l'espèce, il convient de rappeler que l'exécution provisoire est de droit ;

Que cependant, il n'est pas prouvé l'extrême urgence justifiant l'exécution sur minute ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier et dernier ressort ;

Condamne la société NATRAC à payer Theodore HONMEDA, exerçant à l'enseigne des Etablissements ELEAZAR, la somme de FCFA Deux cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cent (297.200) représentant le solde du prix de vente des pièces de rechange ;

Rejette la demande de dommages- intérêts formulée par Théodore HONMEDA, exerçant à l'enseigne des Etablissements ELEAZAR ;

Rappelle que l'exécution provisoire est de droit ;

Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;

Condamne la société NATRAC aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**